

Les subsides

qu'il essaie constamment de faire croire aux Canadiens et aux Canadiennes.

Durant la dernière campagne électorale, des millions de téléspectateurs se souviendront du débat des chefs sur la condition féminine. C'était la première fois que le lobby féministe réussissait à organiser un tel débat télévisé, la première fois, pas seulement au Canada, mais c'était une première mondiale, et je suis très heureuse de dire que, en tant que présidente du Conseil canadien de la situation de la femme à l'époque, c'est le Conseil qui avait initié les négociations avec Radio-Canada, et quand tout s'était formalisé, nous avons passé le dossier à N.A.C. qui a continué de poursuivre le dossier jusqu'au débat télévisé.

Ce bref succès n'a pas eu de suite. Il y a tout lieu de croire que c'est parce que le parti progressiste conservateur a pris le pouvoir. Pourtant, à la télévision, le député de Baie-Comeau (M. Mulroney) avait tout promis: du financement pour les garderies, pour les maisons accueillant les femmes et les enfants victimes de violence familiale, des programmes d'action positive avec mesures de contrôle et d'évaluation, des mesures pour préparer les femmes au virage technologique, des programmes de support pour les femmes en affaires, et ainsi de suite. Or, qu'a fait le gouvernement progressiste conservateur depuis son arrivée au pouvoir?

Après avoir tergiversé un bon moment sur le maintien de l'universalité des programmes sociaux l'automne dernier, débat durant lequel le ministre des Finances (M. Wilson) a perdu des plumes au Cabinet, c'est le moins que l'on puisse dire, il a décidé de ne rien faire à ce sujet. Il faut dire que les attaques de l'opposition et les pressions de l'opinion publique ont ébranlé les convictions de ceux qui, dans l'entourage du premier ministre, croyaient fermement que les Canadiens et les Canadiennes leur avaient donné le feu vert pour un virage à droite dans la politique économique et sociale. Mais cela n'est pas vraiment le cas, monsieur le Président. Parce que, durant la dernière campagne électorale, le parti progressiste conservateur s'est efforcé de donner le moins d'indication possible sur ce qu'il allait faire. Il a même mené une campagne en cherchant à plaire à toutes et à tous. Mais les femmes ont quand même arraché quelques promesses du premier ministre, promesses sur lesquelles je reviendrai dans un instant.

Ce gouvernement qui cherche tant à gouverner par consensus devrait se rendre compte que l'un des domaines au Canada où il y a le plus de consensus est justement celui de l'égalité économique des femmes. Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement a fait peu de choses pour les femmes, peu de choses au sujet même des nominations. J'entendais le ministre mentionner tantôt que 22 p. 100 des nominations étaient des femmes. C'est assez intéressant parce que mes calculs sont très différents des siens, simplement à commencer par le nombre de femmes qui ont été nommées chefs de cabinet dans les différents ministères. Et j'aimerais savoir également combien de femmes ont été nommées ministres politiques dans les différents cabinets. Je pense que nos chiffres n'arrivent pas du tout à la même conclusion.

En mars dernier, à l'occasion de la journée internationale des femmes, le gouvernement a offert une belle façade quant il a présenté des mesures visant à assurer l'égalité en matière

d'emploi pour les femmes, les autochtones, les minorités visibles et les handicapés. Les mesures mises en place sont volontaires. Comme vous vous en souvenez, qui dit volontariat dans le monde compétitif du travail dit inefficacité. Cela a été démontré par maintes recherches dont la moindre n'est certes pas celle du juge Rosalie Abella.

En page 217 de son rapport, la juge Abella écrit:

Il est difficile de voir comment des programmes volontaires, (...) pourraient améliorer de façon tangible les possibilités d'emploi pour les femmes, les autochtones, les personnes handicapées ou les minorités visibles.

Et la juge Abella ajoute:

Étant donné la gravité et l'immuabilité apparente de la discrimination en matière d'emploi, ce serait un manque flagrant de réalisme et un surcroît de naïveté que de compter uniquement sur la bonne volonté pourtant nécessaire aux programmes volontaires pour assurer l'égalité.

Non seulement le gouvernement conservateur ne veut pas définir lui-même ce qu'il entend par égalité, mais il faut bien noter qu'aucune mesure coercitive n'est prévue à l'encontre des sociétés de la Couronne si elles n'établissent pas de plan de vue des réalisations des objectifs d'équité en matière d'emploi. Le gouvernement conservateur ne veut pas inciter les entreprises privées à mettre sur pied des programmes d'égalité en emploi. Il semble qu'il n'applique pas la même logique en ce qui concerne le travail et les femmes dans la Fonction publique, les agences gouvernementales et les sociétés de la Couronne d'une part, et dans le «privé» d'autre part.

On sait que les mesures d'égalité en emploi s'appliquent au secteur public et aux compagnies privées qui obtiennent des contrats avec le gouvernement. La ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{me} MacDonald) a affirmé être certaine du succès de ces mesures puisque l'utilisation maximale des ressources de la main-d'œuvre—dont l'embauche et la promotion des femmes—constituaient une des données de base de l'efficacité dans les entreprises. Or, si la ministre croit réellement ce qu'elle dit, elle devrait encourager les entreprises privées à se doter de programmes de formation d'emploi, programmes qui pourraient être parfaitement adaptés à la situation particulière de chaque entreprise. Il faut que la législation en matière d'emploi ait des dents pour être efficace.

Le 27 mars dernier, à l'hôtel Reine Elisabeth de Montréal, quelques centaines de personnes réunies à l'instigation du caucus des femmes du parti conservateur se sont fait dire que sans des mesures concrètes, comme celles prônées dans le rapport Abella, les résultats en matière d'égalité en emploi pour les femmes se feraient attendre encore bien longtemps. Or, monsieur le Président, les Canadiennes sont impatientes d'obtenir ce que le député de Baie-Comeau leur a promis durant la dernière campagne électorale. Devrons-nous attendre un autre 8 mars pour qu'une autre timide étape soit accomplie pour l'égalité économique des femmes? Le cahier de promesses du parti conservateur contenait certaines affirmations, concernant les femmes et l'économie, et je tiens à les souligner au cas où on aurait tout oublié chez nos amis d'en face.

Dans un communiqué de presse diffusé le 26 juillet 1984, on peut lire que le parti conservateur veut implanter des programmes d'action positive avec suivi, des mesures de contrôle et d'évaluation dans la Fonction publique, les agences et les corporations de la Couronne. Le parti conservateur prétendait également favoriser le développement et l'implantation des programmes efficaces destinés à préparer les femmes au virage technologique et à de nouvelles carrières et ce, grâce à la combinaison d'encouragements fiscaux, d'octrois et d'autres